

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex
ud67.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Strasbourg, le 25 septembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

publié sur 

COMPTOIR AGRICOLE Erstein

9 rue Georges BESSE
67150 Erstein

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE - 67150 Erstein.

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur les silos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE - 67150 Erstein
- Code AIOT : 0006700496 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	
2	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	
3	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	
4	Risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Il n'a pas été constaté de non-conformité concernant les points contrôlés lors de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thèmes : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant dispose des procédures de sécurité en version numérique et papier. La version numérique est disponible sur la plateforme du groupe Comptoir Agricole avec les autres procédures dans le manuel d'organisation. La procédure sécurité a été consultée lors de la visite. Au niveau des zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, des panneaux rappelant l'interdiction de fumer sont présents.

De plus, si des travaux par points chauds sont nécessaires sur le site, un permis de feu et un plan de prévention sont mis en place.

Par ailleurs, si une personne doit entrer dans une cellule pour le nettoyage, un permis d'entrée est réalisé.

Respect de la prescription :



Type de suite proposée : Sans suite

Proposition de suite :

N° 2 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thèmes : Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

[...] Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.

Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication ;
- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un Plan d'Intervention Interne en version papier et numérique. La dernière version date de juin 2025. Le plan comporte bien les différentes zones de danger (plan avec les différents risques, les vannes d'arrêt et la localisation des différentes zones). Le document comporte également les consignes à suivre en cas d'incendie ainsi que les différents scénarios d'accidents avec les schémas d'alerte et les personnes à prévenir.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont des extincteurs et des poteaux incendies. Ils sont contrôlés tous les ans. Les contrôles 2025 ont bien été réalisés.

Lors de la visite du site, un contrôle par sondage des extincteurs a été fait. Il a été constaté dans la tour de maintenance que les extincteurs sont bien contrôlés tous les ans.

Respect de la prescription :



Type de suite proposée : Sans suite

Proposition de suite :

N° 3 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thèmes : Risques accidentels, nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

[...]

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure concernant le nettoyage. Elle indique notamment qu'un nettoyage doit être fait à la fin de chaque campagne, et qu'un nettoyage total des cellules est réalisé quand celles-ci sont vides.

Le suivi du nettoyage se fait par une fiche de vie du nettoyage.

La procédure de nettoyage indique les fréquences des rondes. Une ronde a lieu tous les jours en période de collecte et une par semaine hors période de collecte.

Elle comporte également une fiche qui montre les points de visite renforcée lors de la période de collecte.

Des marqueurs d'empoussièrement sont présents sur le site. Ils ont été vus lors de la visite. Ils sont bien visibles et non recouverts par de la poussière.

Le nettoyage se fait par aspirateur. Si un nettoyage doit avoir lieu par soufflette, une autorisation spécifique est nécessaire.

Au niveau de la tour de manutention, la présence d'un aspirateur mobile et d'une colonne d'aspiration pour le nettoyage a été constatée.

Le fichier de suivi numérique du nettoyage a été vu lors de la visite. Il indique la date, le type de nettoyage et la localisation.

Respect de la prescription :



Type de suite proposée : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14

Thèmes : Risques accidentels, risque d'explosion

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Constats :

L'exploitant dispose d'un fichier de suivi des sondes de température.

Les températures d'alerte et de pré-alerte sont définies en fonction du type de produits stockés. Pour les oléagineuses (tournesol et colza), la température de pré-alerte est de 40°C, et celle d'alerte de 50°C. Pour les céréales de type blé, maïs, avoine et seigle la température de pré-alerte est de 50°C et celle d'alerte de 70°C.

Lors de la pré-alerte, l'opérateur met en place la ventilation et si la température continue d'augmenter, un transilage est mis en place.

Si la température d'alerte est dépassée, une évacuation du site a lieu et les services de secours sont prévenus.

L'exploitant a un logiciel de suivi des températures, ce qui lui permet de connaître l'historique des températures (avec température maximale, minimale et moyenne).

Respect de la prescription :



Type de suite proposée : Sans suite

Proposition de suite :

